



*L'Ambassadeur*

N° 2019 - 0529657

Genève, 04 septembre 2019

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de président de la réunion des États parties à la Convention d'interdiction des armes biologiques et à toxines pour 2019, qui doit avoir lieu du 3 au 6 décembre cette année à Genève.

Nous venons de conclure une série très réussie de réunions d'experts et je voudrais exprimer ma gratitude à l'Ambassadeur Victor Dolidze, M. Yury Nickolaichik, Mme Lebogang Philela, M. Usman Jadoon et M. Laurent Masmejean pour leur efforts dans la préparation et la conduite de ces réunions. Chaque réunion d'experts a donné lieu à des discussions de fond intenses et constructives, avec des délégations toujours disposées à s'engager dans des débats interactifs, comme l'an passé. Le grand nombre de participants des États parties, des organisations intergouvernementales et de la société civile, ainsi que le nombre important de présentations d'experts et de documents de travail soumis, témoignent de la pertinence et la vitalité de notre Convention.

Notre attention se porte désormais vers la Réunion des États parties de début décembre. Une première étape essentielle est de s'assurer que des fonds suffisants sont disponibles pour que la réunion puisse se tenir comme prévu. Comme vous le savez, il doit être décidé trois mois en amont d'une réunion si les fonds disponibles sont suffisants pour sa tenue. Nous en sommes actuellement à ce stade concernant la Réunion des États parties.

À cet égard, je suis heureux de vous annoncer que la directrice de l'UNODA Genève, Mme Anja Kaspersen, m'a informé que des fonds suffisants étaient disponibles pour assurer la tenue de la Réunion des États parties du 3 au 6 décembre. Cette bonne nouvelle signifie que nous pouvons désormais nous concentrer sur les questions de fond qui seront discutées à la Réunion des États parties.

***États parties à la Convention sur les armes biologiques***

Le mandat de la réunion est d'examiner les rapports des réunions d'experts, ainsi que les rapports annuels sur l'universalisation et sur les activités de l'unité d'appui à l'application de la Convention (ISU). La réunion a aussi la responsabilité de piloter le programme intersessions, y compris quant aux questions budgétaires et financières. Comme je l'ai mentionné dans ma lettre aux États parties datée du 26 juillet 2019, la Réunion des États parties de cette année devra aussi approuver les modalités pour la neuvième conférence d'examen en 2021.

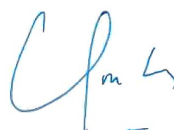
En préparation de la Réunion des États parties, j'ai préparé des projets d'ordre du jour provisoire et de programme de travail, tous deux joints à la présente lettre. Ces deux documents s'inscrivent dans la continuité des réunions précédentes, tout en respectant le consensus obtenu à la Réunion des États parties de 2017. Ainsi, le projet d'ordre du jour provisoire est semblable à celui de la Réunion des États parties de 2018, avec l'ajout d'un point sur les modalités pour la neuvième conférence d'examen. Le programme de travail est bien entendu établi à titre indicatif et j'ai l'intention, à l'instar des présidences passées, de le considérer comme un programme modulable afin de gérer notre travail de la manière la plus efficace et souple possible. Ces deux documents devant être soumis pour traitement et traduction dans le courant du mois de septembre, je vous saurais gré de me faire parvenir vos éventuels commentaires avant le 18 septembre.

Bien que cela puisse paraître tôt, j'encourage les États parties à commencer dès à présent à réfléchir à la Réunion des États parties et aux résultats escomptés. Conformément au mandat issu de la Réunion des États parties de 2017, nous devons parvenir à prendre en compte le bon travail effectué durant les Réunions d'experts y compris d'éventuelles recommandations. Je demanderais également aux États parties d'examiner les modalités pour la neuvième Conférence d'examen en vue de leur approbation par la Réunion des États parties. J'ai demandé à l'ISU de fournir des estimations de coûts pour différents scénarios, en accord avec la pratique observée jusqu'ici. Ils seront communiqués rapidement pour faciliter l'examen de ce sujet important.

Je voudrais conclure sur une note positive en accueillant le 183<sup>ème</sup> État partie à la Convention sur les armes biologiques. Le 14 août, la République-Unie de Tanzanie a déposé son instrument de ratification de la Convention à Londres. Je serai heureux d'accueillir la Tanzanie en tant que nouvel État partie à la Réunion des États parties en décembre. Je poursuis également mes activités de sensibilisation auprès des 14 États qui n'ont toujours pas adhéré à ou ratifié la Convention et je les encourage à le faire dès que possible.

Je reste disposé à rencontrer collectivement ou individuellement les États parties au fur et à mesure de la préparation de la Réunion des États parties.

Je vous prie d'agréer, Excellences, l'assurance de ma plus haute considération.



Ambassadeur Yann Hwang  
Président de la Réunion 2019  
des États parties à la Convention sur les armes biologiques

Pièces jointes:

1. *Projet d'ordre du jour provisoire pour la Réunion 2019 des États parties à la Convention sur les armes biologiques.*
2. *Projet de programme de travail prévisionnel pour la Réunion de 2019 des États parties à la Convention sur les armes biologiques.*

Excellencies,

I am writing in my capacity as Chairman of the 2019 Meeting of States Parties (MSP) to the Biological Weapons Convention (BWC) which is scheduled to take place from 3 to 6 December this year in Geneva.

We have just recently concluded a very successful series of Meetings of Experts and I would like to express my gratitude to Ambassador Victor Dolidze, Mr. Yury Nickolaichik, Ms. Lebogang Philela, Mr. Usman Jadoon and Mr. Laurent Masméjean for their efforts in preparing for and conducting these meetings. Each Meeting of Experts witnessed intense, constructive and substantive discussions with delegations again willing to engage in interactive debate, as they did last year. The large number of participants from States Parties, intergovernmental organizations and civil society, alongside the volume of expert presentations and working papers illustrate the continuing relevance of our Convention.

Our attention now inevitably turns to the Meeting of States Parties in early December. An essential first step is to ensure that sufficient funds are available for the Meeting to go ahead as planned. As you will recall, a decision needs to be taken three months prior to any meeting as to whether sufficient funds are available for the meeting to go ahead. We are currently at this point in time with regard to the Meeting of States Parties.

In this regard, I am pleased to be able to inform you that I have been notified by the Director of the Geneva Branch of the United Nations Office for Disarmament Affairs (UNODA), Ms. Anja Kaspersen, that there are sufficient funds available for the Meeting of States Parties to go ahead as scheduled with full services from 3 to 6 December. This positive news means that we can now focus on the substantive issues to be discussed at the Meeting of States Parties.

The Meeting is mandated to consider the reports of the Meetings of Experts, as well as the annual reports on universalization and on the activities of the Implementation Support Unit (ISU). The Meeting also has a responsibility to manage the intersessional programme, including with respect to budgetary and financial matters. As I mentioned in my letter to States Parties dated 26 July 2019, this year's Meeting of States Parties will also need to approve the arrangements for the Ninth Review Conference in 2021.

In preparation for the Meeting of States Parties, I have prepared draft versions of the provisional agenda and the provisional programme of work, both of which are attached to this letter. Both documents are based closely on similar documents from previous Meetings, while also adhering to the consensus reached at the 2017 Meeting of States Parties. The draft provisional agenda is modelled very closely on the agenda from the 2018 Meeting of States Parties, with the addition of an item on the arrangements for the Ninth Review Conference. The programme of work is of course indicative and I intend, as previous Chairs have done, to treat it as a rolling schedule in order to retain the flexibility to manage our work in the most efficient manner possible. Both documents need to be submitted for processing and translation this month, so I would request any feedback on either document to be submitted to me before 18 September.

Although it may seem early, I would encourage States Parties to already begin thinking about the Meeting of States Parties, and particularly the outcomes that they would like to see. In accordance with our mandate from the 2017 Meeting of States Parties, we should find a way

to substantively consider the good work conducted by the Meetings of Experts, including possible outcomes. I would also kindly request States Parties to consider the arrangements for the Ninth Review Conference so that they can be approved by the Meeting of States Parties. I have requested the ISU to provide cost estimates for different scenarios based on previous practice, and these will be communicated shortly to facilitate consideration of this important topic.

I would like to conclude on a positive note by welcoming the 183<sup>rd</sup> State Party to the BWC. On 14 August, the United Republic of Tanzania deposited its instrument of ratification of the Convention in London. I look forward to welcoming Tanzania as our newest State Party at the Meeting of States Parties in December. I am also continuing my outreach to the remaining 14 States which have not yet joined the BWC to encourage them to do so as soon as possible.

I remain open to meeting collectively or individually with States Parties as our preparations for the Meeting of States Parties progress.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Ambassador Yann Hwang  
Chairman of the 2019 Meeting of States Parties to the Biological Weapons Convention

Attachments:

1. Draft provisional agenda for the 2019 Meeting of States Parties to the Biological Weapons Convention
2. Draft provisional programme of work for the 2019 Meeting of States Parties to the Biological Weapons Convention

---

# Meeting of the States Parties to the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction

xxx 2019

Original: English

---

**2019 Meeting**  
**Geneva, 3–6 December 2019**  
Item 2 of the provisional agenda  
**Adoption of the agenda**

## **Draft provisional agenda for the 2019 Meeting of States Parties**

### **Submitted by the Chairman**

1. Opening of the meeting.
  2. Adoption of the agenda.
  3. Adoption of the programme of work.
  4. Adoption of the rules of procedure.
  5. General debate.
  6. Consideration of the factual reports of the Meetings of Experts reflecting their deliberations, including possible outcomes:
    - (a) Meeting of Experts on Cooperation and Assistance, with a Particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X;
    - (b) Meeting of Experts on Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention;
    - (c) Meeting of Experts on Strengthening National Implementation;
    - (d) Meeting of Experts on Assistance, Response and Preparedness;
    - (e) Meeting of Experts on Institutional Strengthening of the Convention.
  7. Management of the intersessional programme: Budgetary and financial matters.
  8. Progress with universalization of the Convention.
  9. Annual report of the Implementation Support Unit.
  10. Arrangements for the Ninth Review Conference and its Preparatory Committee in 2021.
  11. Adoption of the report of the meeting.
  12. Closing of the meeting.
-

---

# Meeting of the States Parties to the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction

xxx 2019

Original: English

---

## 2019 Meeting

Geneva, 3–6 December 2019

Item 3 of the provisional agenda

Adoption of the programme of work

### Draft provisional programme of work

#### Submitted by the Chairman

---

<i>Date</i>	<i>10:00 – 13:00</i>	<i>15:00 – 18:00</i>
Tuesday 3 December	Opening formalities (agenda items 1-4)	General debate (agenda item 5 – continued)
	General debate (agenda item 5)	Informal session for NGO statements
Wednesday 4 December	Consideration of the factual reports of the Meetings of Experts reflecting their deliberations, including possible outcomes (agenda item 6)	Consideration of the factual reports of the Meetings of Experts reflecting their deliberations, including possible outcomes (agenda item 6 – continued)
Thursday 5 December	Consideration of the factual reports of the Meetings of Experts reflecting their deliberations, including possible outcomes (agenda item 6 – continued)	Consideration of the factual reports of the Meetings of Experts reflecting their deliberations, including possible outcomes (agenda item 6 – continued)
Friday 6 December	Management of the intersessional programme: Budgetary and financial matters (agenda item 7)	Informal consultations on the report of the meeting
	Progress with universalization of the Convention (agenda item 8)	Adoption of the report of the meeting (agenda item 11)
	Annual report of the Implementation Support Unit (agenda item 9)	Closing of the meeting (agenda item 12)
	Arrangements for the Ninth Review Conference and its Preparatory Committee in 2021 (agenda item 10)	

---